

Paris, le 21 novembre 2014

Réponse de Direct Energie à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 30 octobre 2014 relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2015

Remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées

Direct Energie note que les évolutions tarifaires envisagées se traduisent une nouvelle fois pas des hausses significatives : +6% pour GRTgaz (soit environ +11% sur les termes de livraison compte tenu du choix fait l'année passée par le CRE de limiter à l'inflation l'augmentation du prix des interconnexions), et +5,8% pour TIGF (soit environ +16% sur les termes de livraison). Ces hausses sont dans la continuité de celles constatées les années passées :

- +8,3% en 2013, puis +3,9% en 2014 pour GRTgaz (soit +7,2% sur les termes de livraison)
- +8,1% en 2013, puis +7,7% en 2014 pour TIGF (soit +22,1% sur les termes de livraison)

Ces hausses cumulées pèsent d'une part sur le pouvoir d'achat des consommateurs, et nuisent d'autre part à l'attractivité du secteur gazier français, au moment même où certains GRT étrangers annoncent des baisses tarifaires pour l'année à venir¹. Aussi, est-il impératif que cette trajectoire de hausse soit corrigée sans attendre.

Pour ce faire, la récente réforme du mode de calcul des tarifs réglementés en électricité, sur laquelle la CRE a émis un avis favorable², pourrait être prise en exemple : la mise en œuvre de cette méthode s'est en effet accompagnée d'une réduction de l'ordre de 30% de la rémunération des capitaux d'EDF (occasionnant au passage une non-couverture des charges de capital d'EDF, contraire à la loi). **Aussi, Direct Energie demande à ce que l'augmentation des charges de capital, qui représentent l'essentiel de la hausse envisagée du revenu autorisé des GRT³, soit limitée dans le cadre des évolutions tarifaires du 1^{er} avril 2015.**

Par ailleurs, Direct Energie constate que les chiffres présentés s'appuient sur une hypothèse de mise sous cocon de 5 CCGT supplémentaires. Compte tenu des incertitudes entourant ces décisions (certaines centrales s'étant récemment remises à produire, après s'être arrêtées quelques mois plus tôt), **Direct Energie souhaite que les évolutions tarifaires envisagées au 1^{er} avril 2015 ne préjugent pas de décisions d'exploitation qui pourraient ne pas survenir.**

¹ Fluxys : -7% ; GRTgaz Deutschland : -18%

² Cf. Délibération du 30/10/2014 portant avis sur le projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité.

³ soit 71 M€ (resp. 7,2 M€) sur les 80 M€ (resp. 11,1 M€) du revenu autorisé de GRTgaz (resp. TIGF).

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM Dunkerque GNL ?

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

Ne se prononce pas.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

Direct Energie est favorable aux principes retenus par la CRE.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

Direct Energie souhaite tout d'abord rappeler son opposition constante, et réitérée à de nombreuses reprises, sur le mode de commercialisation des capacités N->S choisi par la CRE : outre que la mise aux enchères associée à une redistribution des rentes de congestion induit une complexité inutile (et dont la question posée en est la plus parfaite illustration !), ce mode de commercialisation conduit nécessairement à des prix non significatifs, compte tenu du caractère essentiel aux missions des fournisseurs de consommateurs en zone Sud de ces capacités, et de l'absence de marché de gros suffisamment liquides en zone Sud. Par ailleurs, et alors même qu'une allocation au prorata des besoins (analogue au mécanisme en vigueur précédemment) aurait pu être choisie, notamment dans l'attente de la fusion des zones Nord et Sud à horizon 2018-2019, ce mode de commercialisation vient perturber le développement de la concurrence en zone Sud, au moment même de la fin des tarifs réglementés, en nuisant à la visibilité des acteurs (les excédents d'enchères sont encore largement inconnus au-delà du 1^{er} octobre 2015 ; la répartition des excédents au prorata des consommations⁴ conduit à des risques en cas d'aléa météo, etc.).

S'agissant de la question posée, **Direct Energie n'est pas favorable à la proposition de la CRE** d'ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante : il est en effet essentiel pour les fournisseurs que les charges et revenus relatifs à une année N soient affectés aux volumes effectivement livrés durant l'année N. Dans le schéma envisagé par la CRE, il est en effet difficile de comprendre comment un fournisseur pourrait se voir facturé le juste coût si son portefeuille évolue entre les années N et N+1. Compte tenu du caractère incertain des consommations d'une année sur l'autre, il n'est par ailleurs pas impossible que des écarts constatés sur une année N ne puissent être résorbés qu'en N+2 ou N+3....

⁴ plutôt qu'au prorata des capacités de livraison

Aussi Direct Energie est favorable à une régularisation sur la base des consommations de l'année en cours.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au rebours au PIR Jura ?

Comme Direct Energie a déjà pu l'exprimer l'année dernière (notamment via l'ANODE au CSE), il est regrettable que la méthodologie de redistribution n'ait pas été fixée par la CRE sur l'ensemble de la période 2014-2018. Par ailleurs, il n'est pas clair si la proposition de la CRE concerne uniquement l'année gazière 2015 ou bien l'ensemble de la période.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intrajournalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

Ne se prononce pas.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

Direct Energie souhaite rappeler que les consommateurs gazo-intensifs bénéficient déjà de conditions d'accès à la capacité N/S extrêmement favorables (quantités dédiées aux gazo-intensifs, redistribution des excédents au prorata des volumes consommés, etc.), au détriment des autres consommateurs, notamment particulier. Aussi **Direct Energie ne peut être que défavorable aux demandes de l'UNIDEN, qui aboutirait à une exemption quasi-totale du coût du transport gaz.**

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs du sud de la France réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

Direct Energie ne partage pas l'avis de la CRE sur cette proposition :

- en cas de réduction importante des capacités N->S, il est probable que les prix au PEG Sud soient élevés, ce qui limite fortement (voire totalement) l'intérêt pour les CCGT situés en zone Sud à fonctionner : étendre l'offre IAPC n'aura donc pas d'impact lors de périodes de tension en zone Sud
- par ailleurs, l'essentiel des CCGT situés en zone Sud ne sont aujourd'hui pas sous cocon : étendre l'offre IAPC aura donc un impact direct sur les revenus de GRTgaz, ce qui entrainera à nouveau une hausse pour les autres consommateurs.

Aussi Direct Energie est défavorable à cette proposition.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

Ne se prononce pas.

Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

Ne se prononce pas.

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

Ne se prononce pas.

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

Ne se prononce pas.

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

Direct Energie est favorable à une telle disposition dès lors qu'elle concerne aussi les capacités au PITS Sud Atlantique et Nord Atlantique. Par ailleurs, il conviendrait d'étendre ce type d'incitation à l'ensemble des interconnexions, étant donné que le réseau de Transport français souffre, par rapport aux réseaux adjacents, des impacts sur la disponibilité des capacités des maintenances et travaux.

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

Direct Energie estime

- (i) qu'en l'absence de délibération de la CRE sur la consultation publique du 13 octobre 2014 relative à l'évolution des règles d'équilibrage, dont plusieurs questions portent sur les interventions des GRTs
 - (ii) qu'en l'absence d'une concertation efficace sur ce sujet, qui n'a fait l'objet que d'une présentation rapide lors du GT du 21/10/2014
- il apparaît prématuré de se positionner sur la proposition de la CRE.

Néanmoins, Direct Energie remarque qu'une incitation des GRTs à acheter au plus proche du marché n'est pas forcément productive, dans le sens où l'intervention du GRT est justement là pour envoyer un signal aux expéditeurs pour s'équilibrer eux-mêmes, ou pour équilibrer le système quand les expéditeurs n'y arrivent pas. Dans ces deux cas, il est probable que le prix d'intervention soit justement décorrélié du prix de marché.

Afin de pouvoir avancer en Concertation Gaz sur ce sujet, Direct Energie est favorable à la mise en place d'un indicateur qui permettra de faire un rex précis et suivi des interventions de GRT Gaz, à la condition que cet indicateur soit non-incité financièrement.